



Une nouvelle condition pour la présidentielle

Zeghmati : «Le candidat doit déposer lui-même son dossier»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Eprouvée par le gel bancaire d'Ali Haddad
L'USM Alger : «La justice rassurante pour un traitement rapide du dossier»

Page 24

Quatorzième année - N° 4877 - Jeudi 12 septembre 2019 - Prix : 10 DA

En visite en 5^e Région militaire à Constantine

Gaïd Salah : «Les présidentielles, une priorité qui s'impose»

Page 3

La ruée vers l'or

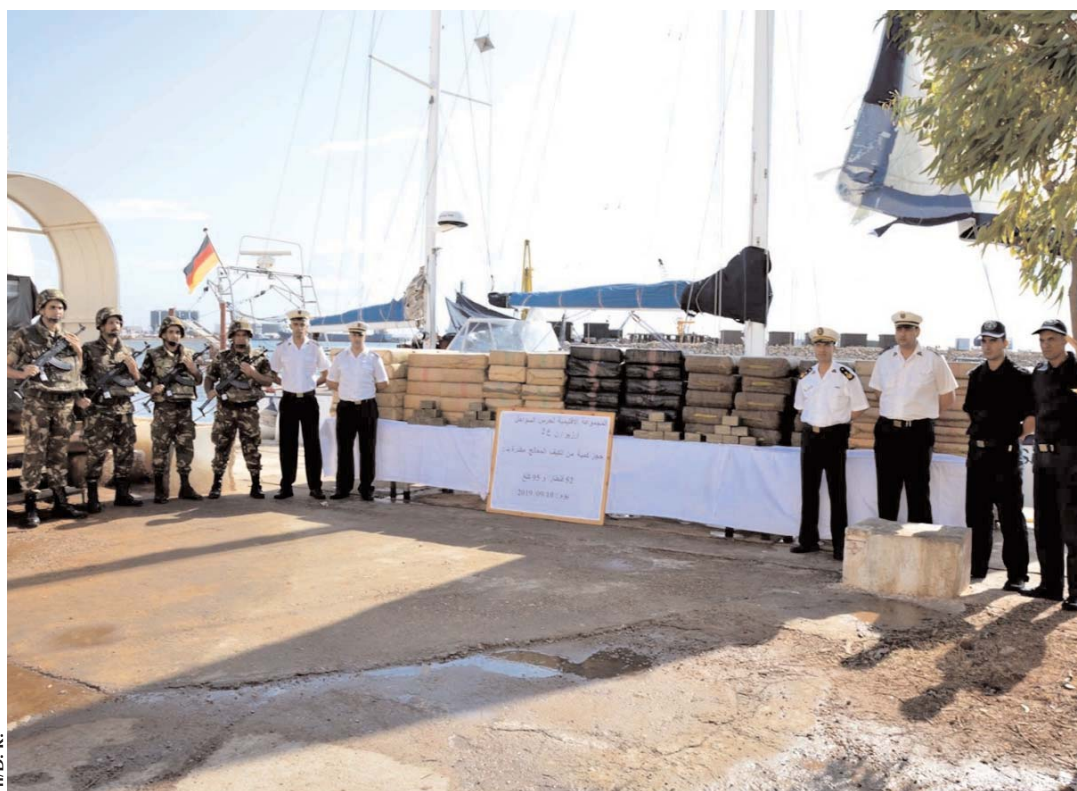
Par Mohamed Habili

De janvier à maintenant, l'once d'or a vu sa valeur augmenter de 20% sur le marché mondial. Pour autant, il n'est pas le seul produit dans ce cas, les actions ayant elles aussi enregistré une hausse pendant la même période, d'ailleurs quasiment de même ampleur. Il n'en reste pas moins qu'il existe depuis quelque temps une véritable ruée vers l'or, traditionnelle valeur refuge, qui est constatée non seulement chez les particuliers, mais également chez des Etats aussi différents que la Russie, la Chine, la Hongrie, la Turquie et la Pologne, et sans doute d'autres encore dont il a été à cet égard peu question dans les médias. Ce n'est pas là le seul signe de la morosité ambiante. Dans nombre de pays européens, dont particulièrement la France, les prix de l'immobilier augmentent, mais pas seulement parce que l'investissement dans la pierre est aussi un recours dans la perspective d'un retour de la crise. Dans le cas de l'immobilier, il faut aussi tenir compte de la baisse des taux d'intérêt en Occident, une donnée qui ne se dément pas depuis la crise financière de 2007/2008, ce qui a poussé nombre de ménages à emprunter auprès des banques pour acquérir un logement. D'où la hausse des prix dans ce secteur. Les Etats acheteurs de l'or, au premier rang desquels la Chine et la Russie, le font quant à eux pour se débarrasser de leurs dollars, dans la crainte qu'ils ne vailent plus grand-chose quand la nouvelle crise aura frappé, ce qui leur semble tout à fait probable. Que le monde s'achemine vers une crise majeure, au moins de même ampleur que la précédente, cela semble évident pour beaucoup à travers le

Suite en page 3

Grosse prise lors du sauvetage d'un voilier allemand au large d'Oran

Saisie record de plus de 52 quintaux de kif



Ph/D. R.

Très gros coup de filet pour le MDN qui a saisi une quantité record de kif traité s'élevant à 52,95 quintaux. Cette quantité a été saisie par des unités relevant des Forces navales à bord d'un voilier battant pavillon allemand et ayant subi une panne technique au nord du Cap Falcon (wilaya d'Oran), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. [Lire page 2](#)

Sur fond de guerre commerciale USA/Chine

Opep et non-Opep aujourd'hui à Abou Dhabi pour un point de situation du marché pétrolier

Page 2

Décès du défenseur du patrimoine Belkacem Babaci Le défunt inhumé hier à Alger

Page 13

Grosse prise lors du sauvetage d'un voilier allemand au large d'Oran

Saisie record de plus de 52 quintaux de kif

■ Très gros coup de filet pour le MDN qui a saisi une quantité record de kif traité s'élevant à 52,95 quintaux. Cette quantité a été saisie par des unités relevant des Forces navales à bord d'un voilier battant pavillon allemand et ayant subi une panne technique au nord du Cap Falcon (wilaya d'Oran), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Thinhinene Khouchi

« Suite à l'opération de recherche et de sauvetage menée par des unités relevant de nos Forces navales, à savoir le bâtiment d'escorte «Mourad Raïs 901», vedette SAR 224 et l'hélicoptère SAR LS-16, permettant le 10 septembre 2019, de porter secours et assistance à trois personnes de nationalités étrangères qui étaient à bord d'un voilier battant pavillon allemand et ayant subi une panne technique à 15 miles nautiques au nord du Cap Falcon, wilaya d'Oran, et après avoir effectué les procédures réglementaires en vigueur et suite au remorquage dudit voilier au port d'Arzew et sa fouille par des garde-côtes, une grande quantité de kif traité s'élevant à 52 quintaux et 95 kilogrammes a été découverte et saisie», précise un communiqué de MDN publié hier. L'enquête avec les concernés «est toujours en cours pour cerner tous les détails de cette opération», précise le communiqué. Le MDN affirme que «ces résultats de qualité, qui s'inscrivent dans le cadre des efforts continus visant à contrecarrer la propagation du fléau du narco-



PHOTO R.

communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, a arrêté le 10 septembre 2019 à Mascara, un narcotraffiquant et saisi 13,5 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a saisi 4,32 kilogrammes de la même substance à Tamanrasset. De même, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi une autre quantité de kif traité s'élevant à 1,77 kilogramme détenue par un narcotraffiquant à bord d'un véhicule touristique à Tébessa», précise la même source. Notons qu'à cette saisie spectaculaire effectuée par les forces navales à Oran, s'ajoutent 2,5 quintaux de kif traité saisis et trois membres activant au sein d'un réseau international qui ont tenté d'introduire cette marchandise à travers les frontières du sud-ouest du pays ont été arrêtés, a indiqué hier la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béchar.

T. K.

trafic dans notre pays, viennent s'ajouter aux multiples opérations ayant permis de déjouer l'introduction et le colportage de ces poisons, et réitérent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes qui

caractérisent l'ensemble des Forces de l'ANP dans sa lutte contre la criminalité organisée multiforme», conclut le communiqué. En outre, deux narcotraffiquants ont été arrêtés à Mascara et Tébessa la veille, à savoir

mardi 10 septembre par les services de sécurité qui ont saisi respectivement 13,5 kg et 1,77 kg de kif traité, alors qu'une quantité de 4,32 kg de la même substance a été saisie à Tamanrasset, indique ce même

Sur fond de guerre commerciale USA/Chine

Opep et non-Opep aujourd'hui à Abou Dhabi pour un point de situation du marché pétrolier

Le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) tiendra aujourd'hui sa 16e réunion à Abou Dhabi (Emirats arabes unis), avec la participation de l'Algérie. Les principaux pays producteurs de pétrole devront ainsi évoquer de nouvelles baisses de la production pour soutenir les prix, affectés par la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. La réunion du JMMC, outre de chercher à équilibrer le marché pétrolier, moribond malgré les baisses de la production et de l'offre en provenance d'Iran et du Venezuela, sous sanctions américaines, sera consacrée pour l'analyse de la situation du marché pétrolier international et de ses perspectives à court et moyen terme, avait indiqué le ministère de l'Energie dans un communiqué. Il sera également question, durant cette ren-

contre, de l'examen des niveaux de conformité des ajustements de production par rapport aux engagements tenus par les pays membres de l'Opep et les pays participants non membres de l'Organisation, selon la même source. Notons qu'en décembre 2018, l'Opep avait convenu avec dix pays producteurs non-Opep, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Cet accord a été reconduit pour une durée supplémentaire de 9 mois allant du 1er juillet 2019 jusqu'à 31 mars 2020, mais les prix de l'or noir restent instables à cause notamment des perspectives moins optimistes pour l'économie mondiale et autres facteurs. Hier, l'Opep a appelé à la «responsabilité

partagée» de tous les pays producteurs de pétrole pour assurer la stabilité du marché, alors que les pays extérieurs de l'Organisation comme les Etats-Unis pompent toujours plus de brut. «Compte tenu des prévisions pour la croissance économique mondiale, la (croissance de la) demande de pétrole est attendue à environ 1 mbj en 2019 et 2020. Toutefois, elle devrait être dépassée par la forte croissance de l'offre non-Opep», a souligné l'Organisation dans son rapport mensuel publié hier. Cette offre est tirée par les Etats-Unis, toujours en pleine révolution des pétroles de schiste, même si l'Opep a revu à la baisse sa prévision pour ce pays l'an prochain. «Cela souligne la responsabilité partagée de tous les pays producteurs pour soutenir la stabilité du marché pétrolier afin d'éviter une

volatilité indésirable et une rechute potentielle dans un marché déséquilibré», a noté l'Opep. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite qui co-préside le JMMC avec la Russie s'est déclarée favorable à la poursuite de la politique de baisse de la production de pétrole. La politique pétrolière de l'Arabie saoudite, qui assure le tiers de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, ne changerait pas de cap, avait déclaré le nouveau ministre de l'Energie, le prince Abdel Aziz ben Salmane nommé dimanche dernier à ce poste. Selon le dernier rapport du JMMC, la conformité globale aux accords d'ajustement volontaire de la production pétrolière entre l'Opep et ses partenaires non-Opep a été de 159 % en juillet dernier.

Lynda Naili

Recettes douanières

Hausse de plus de 6% durant les sept premiers mois de 2019

Les recettes douanières de l'Algérie sont établies à 619,07 milliards de dinars durant les sept premiers mois de 2019, contre 583,98 milliards de dinars à la même période en 2018, en hausse de 6,01%, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD). Cette amélioration s'explique, essentiellement, par les recouvrements exceptionnels qui ont été réalisés, au titre des régulations, par les recettes des Douanes du port d'Alger au cours de cette période qui s'élèvent à 31,34 milliards DA. Les recettes perçues par les Douanes ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 530,99 milliards DA, contre 503,52 mds DA, en hausse de 5,46 % durant la période de compa-

raison. Selon la même source, les recettes affectées au budget de l'Etat ont représenté une part de 85,77% de l'ensemble des recouvrements des Douanes durant les sept mois 2019. La part des recettes allouées à la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL) est de 54,07 mds dinars, contre 50,48 mds DA, en augmentation également de 7,12% durant la même période de comparaison. Selon la DGD, les recettes destinées à la Caisse nationale des retraites (CNR) se sont établies à près de 30 mds DA, contre 25,92 mds DA, en hausse aussi de près de 15,7%. Quant aux recettes destinées aux Comptes d'affectations spéciales (CAS), elles se sont établies à 3,34 mds DA,

contre 3,07 mds DA, enregistrant, ainsi une augmentation de 8,86%. De janvier à août derniers, les recettes affectées aux communes ont totalisé près de 663,06 millions DA, contre 987,93 millions DA, en baisse de 32,88% par rapport à la même période de l'année dernière. Les produits de douanes et la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA) recouverts par les services des douanes durant les sept mois 2019 ont enregistré respectivement des taux de réalisation de 53,02% et de 60,32% par rapport aux objectifs de la loi de finances 2019 (LF 2019). Le montant recouvert des produits de douanes a atteint 184,97 milliards DA, alors que la LF 2019 a prévu 348,87 mds DA, soit un taux de réal-

isation de 53,02%. Durant les sept mois 2019, le montant recouvert par les Douanes de la TVA a été évalué à 303,50 milliards de dinars contre 503,17 milliards de dinars fixé par la LF 2019, soit un taux de réalisation de 60,32%. Durant la même période de 2018, les taux de réalisation respectifs pour les produits de douanes et de la TVA par rapport à la loi de finances 2018, étaient de 47,45% et de 57,61%. En 2018, les recettes douanières avaient atteint 1 026,28 mds de dinars, contre 1 005,81 mds de dinars en 2017, en hausse de (+2,03%). Près de 86% du total de ces recouvrements ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 882,13 mds DA.

Malika N.

Une nouvelle condition pour la présidentielle

Zeghmati : «Le candidat doit déposer lui-même son dossier»

■ Désormais, c'est le candidat aux élections qui doit se présenter personnellement à la commission de préparation de l'élection présidentielle pour déposer en mains propres son dossier de candidature, ainsi que la condition d'être titulaire d'un diplôme universitaire.

Par Louiza Ait Ramdane

C'est le ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati, qui a annoncé cette nouvelle condition pour se porter candidat à la présidentielle, contenue dans les amendements portés à la loi électorale. Le ministre qui présentait hier, devant les députés de l'APN, les amendements à la loi électorale proposés par l'Instance de dialogue et de médiation, a expliqué: «La commission de préparation de l'élection présidentielle recevra les dossiers des candidats, en lieu et place du Conseil constitutionnel. C'est la commission qui doit les valider ou les invalider en sept jours, avec motivation, pour les candidatures rejetées».

Il s'agit certainement d'une nouvelle mesure pour éviter la polémique déjà enregistrée lorsque Zaalane Abdelghani s'est présenté au Conseil constitutionnel, pour déposer le dossier de candidature du président sortant.

Autre prérogative de la commission de préparation de l'élection présidentielle, celle de la mise à jour du fichier électoral. C'est également la commission qui émettra la carte d'électeur et proclamera les résultats du vote après la récupération des PV qu'elle aura reçus des bureaux de vote des wilayas.

Pour sa part, le président de l'APN, Slimane Chenine, a justifié hier, l'examen rapide de ces deux projets d'amendement. «La procédure d'urgence est liée



sentants des parties prenantes aux élections et les candidats indépendants la liste électorale de la commune ou la liste électorale du consulat ou de l'ambassade à l'occasion de tout scrutin. Elle aura aussi pour mission d'accorder à tout élu le droit de consulter la liste électorale qui le concerne, à chaque fois qu'il le demande. Elle se chargera d'élaborer la carte d'électeur qui sera valable pour toutes les consultations électorales ou référendaires, de la déclaration de candidature à la présidence de la République qui se fait par le dépôt d'une demande d'inscription auprès de l'Autorité indépendante chargée de l'organisation des élections. Il est fait obligation au candidat à la présidence de la République de joindre au dossier de candidature un diplôme universitaire ou un diplôme équivalent et de déposer lui-même son dossier de candidature auprès de l'Instance. Le candidat à la présidentielle doit présenter une liste comportant cinquante-mille signatures individuelles, au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers au moins 25 wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à 1 200. Lors des débats à l'APN, la séance plénière a été marquée par le boycott de certains partis : RCD, PT et FFS. Tandis que les partis FLN, RND, MPA, ont applaudi les amendements de la loi électorale.

L. A. R.

à la situation que vit notre pays et cette crise nous oblige à participer à sa résolution et surtout assurer les garanties nécessaires à l'organisation de l'élection présidentielle», a argumenté le président de l'APN

Ainsi, le projet de loi organique relatif au régime électoral débattu hier en plénière, comporte de nouvelles dispositions. Il s'agit de l'Institution sous la tutelle de l'autorité indépendante chargée des élections d'un fichier national du corps électoral composé de l'ensemble des listes électorales des communes et des centres diplomatiques et consulaires à l'étranger, lequel sera établi conformément à la législation en vigueur.

De mener des consultations électorales sous l'égide de l'au-

torité indépendante dont les membres doivent impérativement faire preuve de neutralité vis-à-vis des partis et des candidats et l'élaboration et révision des listes électorales périodiquement et à l'occasion de chaque échéance électorale ou référendaire par une commission communale pour la révision des listes électorales sous la supervision de l'autorité indépendante, laquelle sera composée d'un juge désigné par le président de la cour territoriale compétent et de trois citoyens de la commune choisis par la délégation wilayale de l'autorité indépendante.

Le projet de loi stipule que l'Autorité nationale indépendante des élections : s'engage à mettre à la disposition des repré-

LA QUESTION DU JOUR

La ruée vers l'or

Suite de la page une

L'augmentation du prix de l'or en est l'un des indices les plus significatifs. Encore qu'on se trompe quand on dit qu'une nouvelle crise se prépare. La réalité, c'est que la crise de 2007/2008 n'a jamais été dépassée, qu'elle est toujours à l'œuvre. Elle a été tout au plus stoppée dans son développement, grâce à une politique d'argent facile vieille maintenant d'une décennie, mais non pas résolue, surmontée dans le plein sens de ce mot. L'économie mondiale n'est pas passée à autre chose. Pour faire reprendre la crise, il suffirait de mettre fin à la politique monétaire la plus accommodante de l'histoire. Ce qui n'est dans l'intention de personne en Occident et au Japon. La Fed a bien voulu augmenter les taux d'intérêt, ce qu'elle a effectivement fait en 2018, mais elle a bien fini elle aussi par se raviser, à la vue des nuages qui se sont mis à s'accumuler. Les Etats-Unis sont d'ailleurs les seuls à croire, ou à feindre de croire, que la crise, qu'eux-mêmes appellent la Grande Récession, par référence directe à la Grande Dépression des années 1930, a pris fin le 9 mars 2009, le jour précis où Wall Street a renoué avec la hausse. Les Européens ont toujours été très évasifs à ce sujet. Jusqu'à aujourd'hui, il n'est pas facile de savoir s'ils croient vraiment que la crise a été dépassée, ou si elle est toujours là dans son intégralité. Eux-mêmes en tout cas, et à la différence des Américains, n'ont jamais clamé haut et fort que la crise était une affaire du passé. Qu'une page s'était fermée et qu'une autre s'était ouverte quelque part entre septembre 2008, date de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers, et aujourd'hui. Ils ont observé sur ce point une discrétion, une réserve impassible, indéchiffrable.

M. H.

En visite en 5^e Région militaire à Constantine

Gaïd Salah : «Les présidentielles, une priorité qui s'impose»

«**N**ous avons parlé auparavant de la nécessité d'accélérer la tenue des présidentielles, mais aujourd'hui nous sommes absolument certains que celles-ci se dérouleront dans les délais déterminés, grâce à la bonne perception du peuple quant aux agendas de certaines parties bien connues, qui n'ont aucun lien avec l'intérêt du peuple algérien», a déclaré hier, le vice-ministre de la Défense nationale, Ahmed Gaïd Salah, dans un discours prononcé au 2^e jour de sa visite en 5^e Région militaire à Constantine. Lesquels «agendas», poursuivra le chef d'état-major, dictés par des entités hostiles à l'Algérie, qui consentent tous les efforts tendancieux afin d'entraver la solution constitutionnelle, en l'occurrence la tenue des présidentielles». «Ces parties hostiles sont parfaitement conscientes que la tenue des présidentielles signifie le début d'ouverture sur la démoc-

ratie réelle», a-t-il déclaré, qui estime que «remettre le pays sur la bonne voie requiert nécessairement de définir les priorités, et il n'y a pas l'ombre d'un doute que la priorité qui s'impose en ces circonstances que traverse l'Algérie, est la tenue des présidentielles dans les délais impartis». Selon le général de corps d'armée, «ceci est loin de plaire à cette horde, qui agit selon la logique de la bande, laquelle consiste à appliquer le principe de désinformation et à se cacher derrière des slogans, aujourd'hui mise à nu devant l'opinion publique nationale. Ces slogans qui réclament la démocratie d'une part, œuvrent inlassablement pour ne pas l'atteindre, d'autre part». Ahmed Gaïd Salah a expliqué dans son allocution qu'«en situation de crise réelle, ils se retrouvent face à deux options, soit accepter le résultat des urnes ou se mettre à l'écart du choix populaire, ce qu'ils

n'accepteront jamais. Raison pour laquelle, ils cherchent une troisième alternative aux conséquences inconnues et aux répercussions imprévisibles, car totalement loin de l'intérêt du peuple algérien. Une alternative nihiliste, stérile et sans perspective, qui expose la sécurité et la stabilité de l'Algérie à d'innombrables périls. Des périls auxquels l'Armée nationale populaire fait face avec fermeté, détermination et volonté inflexibles et qu'elle affronte de toute sa force, soutenu par la grandeur des missions qui lui sont assignées et la noblesse de ses positions qui s'attachent en permanence à la légalité constitutionnelle et le référentiel novembriste». En effet, poursuit-il, «l'Armée possède des capacités considérables, je dis bien des capacités considérables, qu'elle saura mettre au service de la patrie et du peuple. Que le peuple algérien soit entièrement confiant que son armée

tiendra parole quelles que soient les circonstances et continuera à l'accompagner à travers tout le territoire national, et tout au long de cette phase sensible jusqu'à permettre la tenue des élections présidentielles dans la sécurité, la paix et la sérénité, n'en déplaise à cette petite horde nuisible, qui a surestimé sa dimension réelle et exagéré son ampleur fictive, tentant avec vanité et obstination de nager contre le courant de l'Algérie, terre et peuple, histoire et valeurs nationales ancestrales, omettant que quiconque nage contre ce courant sera inévitablement emporté par les flots». Et d'ajouter : «Je suis personnellement honoré ainsi que l'ensemble des éléments de l'Armée nationale populaire de ressentir que nous sommes tous au service de ce vaillant peuple et que toutes les étapes que nous parcourons ensemble sont des étapes bénies par la majorité écrasante de notre peuple. Et

nous percevons dans l'impulsion de la rue et dans la voix du peuple à travers tout le pays ce qui démontre cette satisfaction et salue cette démarche». Pour conclure, a-t-il dit, «je tiens à saluer cette conscience grandissante et forte quant à l'intérêt suprême de l'Algérie que le peuple algérien ne cesse de démontrer clairement, avec persévérance et dévouement ; des qualités qui ne sont pas étrangères à notre peuple authentique dont nous sommes parfaitement certains que sa participation à l'élection du futur président de la République sera massive et affluente, en toute liberté, intégrité et transparence pour faire le bon choix. Notre peuple doit savoir avec certitude que l'Armée nationale populaire le soutiendra toujours et en toutes circonstances».

Meriem Benchaouia

Chaher Boulakhras depuis Abou Dhabi

Sonelgaz et Sonatrach travaillent conjointement pour faire face à la demande en énergie

■ Les groupes Sonelgaz et Sonatrach travaillent conjointement afin de faire face de «manière fiable» à la demande actuelle et future en énergie, a indiqué le président du Comité algérien de l'énergie (CAE), Chaher Boulakhras, lors du Congrès mondial de l'énergie qui se tient à Abou Dhabi (Emirats arabes unis) du 9 au 12 septembre en cours.

Par Madjda M.

«**S**onelgaz et Sonatrach travaillent conjointement afin de faire face de manière fiable à la demande actuelle et future en énergie, plus particulièrement à la demande interne, et ce, en rendant l'efficacité de la gestion des sources d'énergie ainsi que la fiabilité et la résilience des infrastructures énergétiques», a précisé Boulakhras qui est également P-DG de Sonelgaz, selon un communiqué du CAE. Intervenant dans un panel intitulé «Libérer le potentiel de l'efficacité énergétique», il a indiqué que la présence de l'Algérie au Congrès mondial de l'énergie répond à «la volonté du secteur de favoriser un dialogue éclairé sur l'amélioration de la politique énergétique en prenant connaissance des performances des systèmes énergétiques des pays et en les considérant selon trois dimensions fondamentales : la sécurité énergétique, l'équité énergétique et la durabilité des systèmes énergétiques». Selon lui, équilibrer ces trois dimensions est un «défi permanent et constitue le fondement de la prospérité et de la compétitivité de chaque pays». En termes d'équité énergétique, il a rappelé l'expérience algérienne en matière d'accès à l'énergie de par les

efforts consentis dans le renforcement des capacités de production d'électricité, mais aussi des infrastructures de transport et de distribution – tant d'électricité et du gaz – qui ont permis d'assurer une couverture énergétique optimale du pays. «Aujourd'hui, tous les citoyens ont accès à l'électricité et au gaz (naturel ou butane) et cela, à des prix adaptés et très abordables pour le consommateur», a-t-il souligné, mettant en avant le nombre d'abonnés aux réseaux électrique et gazier qui a «fortement» augmenté pour atteindre près de 9 millions pour l'électricité et plus de 6 millions d'abonnés pour le gaz naturel en 2019. «L'Etat a pris en charge le raccordement en électricité et en gaz pour aboutir à l'électrification quasi totale du territoire national et à un taux de pénétration du gaz par canalisations de 65%. Les îlots propanés (GPL en réseau) ont été également développés dans les localités isolées», a-t-il ajouté. L'Algérie étant producteur de gaz, l'électricité est produite à plus de 97% à partir du gaz naturel, ressource primaire plus propre que les autres ressources fossiles, lit-on dans le communiqué. Afin de préserver les ressources fossiles pour les générations futures, le président du CAE a indiqué que l'Algérie a privilégié les centrales électriques au cycle combiné, plus efficace en termes énergétiques. Evoquant l'aspect durable, il a relevé que les investissements déjà réalisés en centrales conventionnelles pour répondre à la demande et les perspectives d'avenir font que «la politique énergétique intègre désormais le développement des énergies renouvelables en vue de mieux préparer la transition énergétique et de s'affranchir progressivement, à moyen et long terme, des hydrocarbures». Il a souligné, en ce sens, les performances de l'Algérie en matière d'énergies renouvelables, notamment grâce à son parc renouvelable déjà mis en service d'une puissance de près de 400 MW.

Une transition énergétique axée sur la productivité et l'efficacité énergétique

Il a aussi insisté sur la volonté



affichée du secteur de l'Énergie d'entamer une transition énergétique axée sur la productivité et l'efficacité énergétique de la production, du transport et de la distribution mais aussi sur un mix énergétique où les énergies renouvelables sont appelées à jouer un rôle de plus en plus prépondérant. Parallèlement, l'effort entrepris pour l'usage des produits réputés propres a été poursuivi par d'autres actions parmi lesquelles la généralisation avancée de l'utilisation de l'essence sans plomb dans le transport et de l'utilisation de l'électricité, ainsi que du gaz naturel et du GPL (Butane) comme combustibles, en remplacement, dans plusieurs usages, des produits comme le fuel-oil, le gazoil ou le pétrole lampant, réduisant ainsi les émissions polluantes de l'air et les gaz à effet de serre notamment dans les villes, a ajouté le communiqué. M. Boulakhras a aussi décrit le programme national de l'efficacité énergétique visant la réduction de la consommation globale d'énergie à l'horizon 2030, par une amélioration des performances énergétiques des habitations et des villes et ce, à travers l'isolation thermique de logements, l'introduction de lampes à basse consommation, l'installation de chauffe-eau solaires, le remplacement au

niveau de l'éclairage public des lampes à mercure par des lampes à sodium, de même que la promotion des carburants propres à l'exemple du GPL/c et du GNC.

Encourager le solaire et l'éolien pour atténuer l'impact négatif des émissions polluantes

Une autre orientation d'importance consiste à «hybrider» les centrales diesel des réseaux isolés du sud du pays, avec le recours à l'énergie solaire et à l'éolien, ceci permet de réduire la consommation de fuel dans les centrales et des carburants utilisés pour son transport et par conséquent d'atténuer diverses émissions polluantes. Commentant les difficultés que connaissent les pays de la région MENA, il a attiré l'attention sur la corrélation qui peut exister entre les préoccupations liées à l'environnement et au développement durable et les stratégies et politiques énergétiques. Selon lui, «ces dernières assurent aux pays un développement structurel de l'économie et permettent nécessairement par la suite de mettre en œuvre les objectifs de développement durable». «En

d'autres termes, même si cela paraît paradoxal à première vue, les objectifs de développement durable ne pourront être réalisés sans une augmentation substantielle de la consommation énergétique dans ces pays émergents», a noté le CAE. En effet, dans tout les pays, l'accès à l'énergie et les services énergétiques en général participent à la prospérité économique, au bien-être social ainsi qu'à la sécurité et au développement durable. «C'est la croissance économique qui générera les ressources pour supporter les coûts du développement durable et de l'accès à tous d'une énergie propre. Le défi consiste donc à couvrir cette demande, à continuer à créer de la richesse et des emplois, à réaliser les investissements pour assurer le développement économique et industriel de ces pays sans pour autant augmenter dramatiquement les émissions de gaz à effets de serre au niveau mondial», selon la même source. Le président du CAE a enfin défendu les socles de la politique algérienne basée sur le gaz naturel en tant que solution permettant d'améliorer les paramètres de l'accès à l'énergie pour un développement durable et une meilleure transition énergétique.

M. M.

Tizi Ouzou/Seuls 44 sur plus de 400 validés commencent à voir le jour

L'investissement à l'épreuve du manque de foncier et des oppositions

Le manque du foncier et l'état d'abandon des zones d'activités constituent les contraintes principales de l'investissement privé dans la wilaya de Tizi Ouzou, où seuls 44 des 404 projets validés par la direction locale de l'industrie ont commencé à voir le jour. Le directeur de l'industrie de la wilaya de Tizi Ouzou, Hamitouche Moula, qui intervenait hier sur les ondes de la radio locale, a précisé que de 2011 à 2019 ses services ont enregistré 1 469 demandes d'investissement dont 936 dossiers ont été examinés avant

la validation de 404, l'annulation de 42 pour n'en rester que 368 en attente de concrétisation. Sur le terrain, seuls 44 projets ont commencé à voir le jour dans les domaines de l'industrie (36), les services (5) et le tourisme (3). Le montant global de ces investissements, occupant 27 ha, avoisine les 15 milliards de dinars devant générer plus de 2 100 postes d'emploi. Aucune indication sur le taux d'avancement de ces projets n'a été fournie par le responsable. La situation des zones industrielles de Tizi Ghenif, Draa El Mizan

et Souamaa fait toujours l'objet de procédures administratives d'expropriation. Les arrêtés d'expropriation ont été notifiés aux propriétaires et la viabilisation de leur superficie globale de 45 ha coûtera 1,5 milliard de dinars. La zone industrielle de Souamaa est confrontée à l'opposition des exploitants des terres qui l'abritent et est en attente de la suite réservée à une délibération de l'Assemblée populaire de wilaya pour lever ces réserves et permettre le démarrage des travaux de viabilisation de 327 ha susceptibles d'abriter

des projets pouvant générer jusqu'à 50 000 postes de travail. Enfin, la situation des 7 zones d'activités (ZA) n'encourage pas les investisseurs d'y implanter leurs projets en raison du retard dans les travaux de viabilisation. Le même responsable a ainsi précisé que 150 des 372 ha de la superficie globale de ces ZA attendent d'être viabilisés. L'opération de viabilisation et de mise à niveau de ces ZA nécessite une enveloppe de 3,3 milliards de dinars.

Hamid M.

Les firmes américaines présentes en Chine prévoient des baisses de leurs chiffres d'affaires

■ Les entreprises américaines présentes en Chine sont de plus en plus pessimistes face à la guerre commerciale Pékin-Washington, un nombre croissant d'entre elles prévoyant des baisses de leurs chiffres d'affaires, selon une étude publiée mercredi.

Par Mahi O.

Le rapport annuel de la Chambre de commerce américaine à Shanghai affirme également que 75% des compagnies interrogées sont opposées aux droits de douane punitifs utilisés par le président Donald Trump pour obtenir du gouvernement communiste un accord commercial et un meilleur accès au marché chinois. Le locataire de la Maison-Blanche affirme régulièrement que ses tarifs douaniers contre des produits importés de Chine frappent durement l'économie chinoise et sont bénéfiques aux Etats-Unis. Mais la moitié seulement des entreprises américaines interrogées dans l'étude prévoient une hausse de leurs chiffres d'affaires en Chine en 2019. Un peu plus de 25% s'attendent même à une baisse de leurs recettes, alors qu'elles étaient à peine 6,1% l'année passée. Dans l'ensemble, la



P.V.D. R.

plupart des membres de la Chambre de commerce améri-

caine à Shanghai restent optimistes, la Chine étant un mar-

ché où la consommation est florissante. Le rapport indique

également que le ralentissement économique chinois – lequel est antérieur au déclenchement de la guerre commerciale – reste la principale inquiétude des entreprises américaines. Mais le face-à-face entre Pékin et Washington arrive tout de suite derrière, en deuxième place de leurs préoccupations. Plus de la moitié d'entre elles affirment ainsi reporter ou réduire des investissements en Chine en raison des droits de douane. Uniquement 47% des entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements dans le pays asiatique en 2019. Elles étaient 61,6% l'an passé. «Les entreprises américaines continuent de bien marcher en Chine, mais le conflit commercial nuit désormais à nombre d'entre elles», a souligné Eric Zheng, le président de la Chambre de commerce américaine à Shanghai.

M. O.

Avant la réunion de la BCE

Les Bourses européennes avancent prudemment

Les Bourses européennes ont essentiellement fait preuve de prudence à deux jours d'une réunion de la Banque centrale européenne, dont elles espèrent des mesures pour stimuler l'économie de la zone euro. «Nous avons des marchés qui évoluent un petit peu en ordre dispersé avec l'Europe qui se maintient plutôt bien mais les Etats-Unis qui sont dans le rouge», a souligné auprès de l'AFP Alexandre Baradez, un analyste de IG France. «Le marché est attentiste

mais reste globalement positif, il n'y a pas vraiment d'aversion au risque par rapport» à la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) de jeudi, a-t-il ajouté. Les investisseurs espèrent notamment que l'institution de Francfort annoncera un programme de rachats de dette, une baisse de ses taux directeurs et des mesures pour atténuer les effets défavorables des taux d'emprunt négatifs sur les banques les plus fragiles. Du côté des indicateurs, la production industrielle s'est

redressée en France, tandis qu'elle a continué de s'enfoncer en Italie. Sur le front du Brexit, la suspension du Parlement décidée par Boris Johnson a commencé mais le flou persiste entre la probabilité d'une élection anticipée et une sortie sans accord toujours pas écartée. Les dernières données macroéconomiques du Royaume-Uni restent, elles, meilleures que prévu dans ce contexte. Le taux de chômage britannique est ainsi tombé fin juillet à son plus faible niveau depuis 1974, tandis que la

progression des rémunérations sur un an est la plus élevée depuis 2008. Les marchés américains évoluaient pour leur part en baisse. Vers 16H30 GMT, le Dow Jones Industrial Average reculait de 0,10%, l'indice élargi S&P 500 perdait 0,23% tandis que l'indice Nasdaq lâchait 0,74%. L'Eurostoxx 50 s'est quant à lui adjugé une très légère avance (+0,11%) à 3 180,66 points. Les spéculations autour de la réunion de la BCE jeudi continuent de soutenir les banques. Crédit

Agricole, BNP Paribas et Société Générale ont ainsi continué de progresser, respectivement de 2,23% à 11,26 euros, 1,92% à 44,55 euros et 1,61% à 25,55 euros. En Allemagne, la remontée de Deutsche Bank s'est poursuivie (+1,66% à 7,45 euros). Au Royaume-Uni, RBS a gagné 2,57% à 197,75 pence. L'électricien a sévèrement pâti (-6,77% à 10,12 euros) de l'annonce d'un potentiel défaut de fabrication de composants de réacteurs nucléaires fournis par sa filiale Framatome. Réuni à Francfort, le secteur automobile a fini dans le vert. Lors d'un point presse en Allemagne, le directeur général du groupe Renault (+0,58% à 56,78 euros) a estimé que tout ce qui pourrait renforcer la crédibilité du management de Nissan aiderait l'alliance. Les marques allemandes n'échappent pas à la tendance (+3,54% pour Continental à 125,94 euros et +0,86% pour Daimler à 46,85 euros). Salem K./APS

Afrique

L'UA appelle au renforcement du partenariat public-privé

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a appelé à Brazzaville, les Etats membres de l'organisation continentale à promouvoir le partenariat public-privé. «Il est important d'entrevoir les partenariats public-privé au niveau africain et international pour développer le potentiel du secteur privé en tant qu'acteur clé du développement», a-t-il déclaré à l'ouverture du Forum Investir en Afrique. Cette 5^e édition du forum est organisée en partenariat avec la Banque mondiale et la Chine sur le thème «Tirer parti des partenariats pour promouvoir la diversification économique et la création d'emplois dans les économies africaines». Pour le président de la Commission de l'UA, ces retrouvailles se tiennent à un moment important où l'Afrique s'active à la mise en place de la zone de libre-échange continentale (ZLECA). De son côté, le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a appelé à la solidarité entre les pays africains en vue de l'intégration continentale. «Le futur africain, notre futur commun, ne saurait se bâtir sur l'autarcie ou l'égoïsme des îlots de prospérité. L'Afrique et la Chine offrent le panorama d'un espace de

coopération optimiste avec des perspectives que nous pouvons donc rapidement concrétiser», a-t-il indiqué. Le chef de l'Etat congolais a aussi insisté sur la faisabilité des projets intégrateurs dans la sous-région tels la construction du pont route-rail entre Brazzaville et Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), du barrage hydroélectrique de Cholet entre le Congo et le

Cameroun. Les quatre précédentes éditions du Forum Investir en Afrique se sont tenues à la fois en Afrique (Ethiopie et Sénégal) et en Chine. L'édition de Brazzaville s'est ouverte en présence des présidents Denis Sassou Nguesso du Congo, Paul Kagamé du Rwanda, Joao Lourenço d'Angola, Faustin Archange Touadera de la République centrafricaine et Félix Tshisekedi de la RDC. R. E.

Changes

L'euro en légère baisse face au dollar, dans un marché attentiste

L'EURO baissait un peu face au dollar hier, dans un marché attentiste et concentré sur la réunion à venir de la Banque centrale européenne. Hier matin, l'euro perdait 0,12% face au billet vert à 1,1030 dollar. «Comme hier, le marché des changes va probablement manquer de dynamisme aujourd'hui», veille de la réunion de la Banque centrale européenne, a souligné Esther Reichelt, analyste, alors que la monnaie unique tourne autour de 1,10 dollar depuis une semaine. Cette réunion de l'Institution sera cruciale pour les investisseurs, qui attendent une série de mesures accommodantes pour relancer l'activité économique en zone euro, a relevé Han Tan, analyste. En général, la perspective d'un assouplissement monétaire pèse sur la devise concernée en la rendant moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes. Mais «si la BCE ne répond pas aux attentes accommodantes des marchés cette semaine, cela pourrait permettre à l'euro de réaliser des gains immédiats, même si les perspectives de la monnaie unique restent sombres», a ajouté M. Tan. L'économie de la zone euro demeure en effet fragile, alors que l'Allemagne, moteur de la zone, connaît un ralentissement de son activité depuis plusieurs mois, dans un contexte marqué par l'incertitude du Brexit et par la fragilité politique et économique de l'Italie.

A. Y./Agences

Tizi-Ouzou

Le programme de raccordement des 67 communes à la fibre optique «bientôt» achevé

■ Le programme de raccordement des 67 chefs-lieux de communes de la wilaya de Tizi-Ouzou à la fibre optique sera «bientôt» achevé, a-t-on appris du chargé de communication de la Direction locale d'Algérie Télécom.

Par Nassima A.

Durant les huit premiers mois de l'année en cours, un total de 124,31 km de fibre optique a été posé au titre du programme d'extension du réseau de transport à travers la wilaya, ce qui a permis de rac-



Ph. > D. R.

corder 17 localités des chefs-lieux de communes d'Imsohal, Akbil et M'kira, ce qui a porté à 64 le nombre de chefs-lieux branchés,

a précisé M. Menouer. «La clôture du programme interviendra prochainement, après achèvement des travaux, en cours de

raccordement, des trois communes restantes qui sont Ait Chafaa, Illiten et Illissen, ce qui permettra de réaliser le taux de

100% de raccordement des chefs-lieux de wilaya à la fibre optique», a-t-il précisé. La Direction opérationnelle d'Algérie Télécom de Tizi-Ouzou a raccordé durant les huit premiers mois de l'année en cours plus de 9 500 foyers au réseau Internet, «ce qui a permis une augmentation sensible du taux de pénétration à internet qui a atteint les 65,6%, dépassant ainsi la moyenne nationale. Ce taux était de seulement 32% en 2015», a indiqué M. Menouer. L'entreprise a également lancé un «grand chantier» pour la modernisation du réseau de distribution. De nouveaux travaux d'extension et de modernisation ont été lancés sur un total de 147 réseaux pour une consistance physique de 27 531 accès, a-t-on souligné de même source. S'agissant du volet équipement d'accès, 27 cités ont été desservies avec des technologies de dernière génération dont 15 en FTTH (fibre jusqu'au domicile, appelée commercialement Idoom Fibre). «Cette desserte assure une capacité de 7 164 accès», a ajouté le chargé de communication de AT, soulignant que Tizi-Ouzou a été retenue comme wilaya pilote pour le programme déploiement des nouvelles technologies jusqu'au plus près de l'utilisateur afin d'augmenter la qualité de service. Concernant les zones enclavées de la wilaya, elles sont prises en charge par la 4G-LTE. A ce titre, 84 équipements (des stations de base des réseaux mobiles de types eNode B) ont été déployés sur le territoire de la wilaya, assurant une couverture à hauteur de 94%, selon M. Menouer.

N. A./APS

Bordj Bou-Arréridj

Attribution «prochainement» de micro-crédits aux agriculteurs cotisants

Les agriculteurs de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj titulaires d'une carte professionnelle et qui sont à jour dans le paiement des cotisations annuelles pourront bénéficier «prochainement» de micro-crédits, a indiqué le directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), Adel Boudarine. «La Caisse de mutualité agricole a décidé d'accorder aux agriculteurs des micro-crédits d'une valeur ne dépassant pas les 5 millions DA en vue d'encourager les jeunes à aller vers les filières agricoles», a indiqué le même responsable au cours d'une conférence de presse, précisant que le bénéficiaire doit être titulaire d'une

carte professionnelle et être à jour dans le paiement des cotisations annuelles. La faible pluviométrie ayant caractérisé la région des Biban depuis quatre ans a causé d'importants dégâts aux agriculteurs, a relevé Adel Boudarine, appelant ces derniers à se rapprocher de la CRMA «pour bénéficier des avantages offerts et surmonter les pertes». La CRMA, qui est une coopérative pour les agriculteurs, a-t-il dit, a expliqué, au travers des campagnes de sensibilisation organisées en direction des agriculteurs, les avantages d'adhésion à une telle structure et informé les fellahs sur l'importance de régulariser leur situa-

tion vis à vis de la Caisse en payant leurs cotisations pour pouvoir bénéficier des indemnités en cas de catastrophe. «La valeur des cotisations demeure symbolique par rapport aux indemnités versées», a souligné le même responsable, précisant que les cinq agriculteurs ayant perdu leurs bétails suite à la fièvre aphteuse, dans la commune de Medjana, ont été indemnisés à hauteur de 20,7 millions DA, 72 heures après la déclaration de la catastrophe, tout comme, a-t-il ajouté, pour les sept agriculteurs de la commune de Ras El Oued, indemnisés 30 jours après les dégâts ayant touché leurs champs agri-

coles. La valeur de l'indemnisation versée au titre de l'actuel exercice a été estimée à environ 26 millions DA. Vingt-sept agriculteurs ont été concernés par l'opération d'indemnisation, a précisé Adel Boudarine, avant de faire part de l'ouverture «prochainement» de trois agences de la CRMA dans les communes d'El Mansourah, Djeâfra et Sidi M'Barek, ce qui va porter le nombre des agences à 16 dans la wilaya. Le nombre d'adhérents à la CRMA de Bordj Bou-Arréridj a atteint les 2 760 agriculteurs, alors que le nombre d'adhérents à la Chambre agricole est de l'ordre de 16 700 agriculteurs.

Samy Y.

El Bayadh

Récupération de 68 000 ha de terres agricoles à Brizina

Quelques 68 000 hectares de terres agricoles ont été récupérés dernièrement dans la daïra de Brizina (wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris du directeur des services agricoles, Saad Houari. Ces terres ont été récupérées pour retard dans les actions de mise en valeur et des projets agricoles par les bénéficiaires au titre de la concession agricole, a-t-on expliqué, indiquant que 30 actes de concession ont été rési-

liés par la direction des domaines après avoir adressé des mises en demeure aux concernés et épuisé toutes les procédures légales. L'assainissement du foncier agricole dans la wilaya se poursuivra en collaboration avec tous les secteurs dont ceux de l'Office national des terres agricoles (ONTA) de la wilaya, la direction des domaines et autres, a-t-on fait savoir. 126 actes de conces-

sion seront réliés prochainement et les dossiers de leurs bénéficiaires seront envoyés aux services des domaines pour accomplir les procédures de réiliation, a-t-on ajouté. Avec cette opération, le secteur pourra récupérer 22 600 ha des terres agricoles dans la daïra de Brizina, selon la même source. Des sorties ont été initiées dernièrement pour inspecter les terres et exploitations agricoles

au titre de la concession à travers les 22 communes de la wilaya et s'assurer de leur mise en valeur. Ces sorties ont touché 33 exploitations à Brizina, soit une superficie globale de 6 000 ha. 3 exploitations à Bnoud (14 000 ha) outre 8 exploitations au périmètre Messegghma à Labiodh Sidi Cheikh (400 ha et 10 autres au périmètre agricole «Samouta» à Arbouet (500 ha).

N. T.

Oum El Bouaghi

Réhabilitation «avant fin 2019» de plus de 13 km de réseaux d'eau potable

Les travaux de réhabilitation d'un réseau d'eau potable (AEP) de 13,622 km alimentant diverses communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi seront achevés «avant fin 2019», a-t-on appris du directeur de l'unité de l'Algérie des eaux (ADE), Abdelaziz Djeghbelou. L'opération a ciblé 2,400 km de

conduites d'AEP dans la zone industrielle de la ville d'Ain Beida, a précisé à l'APS le responsable de l'ADE, soulignant que le taux de réalisation des travaux est de 50% et a mobilisé un montant financier estimé à 12 millions DA. S'agissant de l'opération de mise à niveau et de renouvellement du réseau de

raccordement en cette ressource vitale, des travaux de réhabilitation ciblant 3,600 km seront finalisés «prochainement» dans la localité d'Ain Kercha, a ajouté la même source, précisant que leur taux d'avancement est à 50% pour une enveloppe financière de 12 millions DA. Dans la commune d'Ain Fekroun, des travaux

similaires touchant un réseau vétuste d'AEP d'une longueur de 7,625 km sont en voie de parachèvement, a indiqué la même source, signalant que 12 millions DA ont été alloués pour la concrétisation de ce projet, actuellement à 98% de taux d'avancement.

Y. H./APS

Saïda Remise des clés de 386 logements LPL à Ain Lahdjar

LES CLÉS de 386 logements publics locatifs (LPL) ont été attribuées à leurs bénéficiaires dans la commune de Ain Lahdjar (Saïda), a-t-on appris auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Le chef de service gestion et exploitation à l'OPGI, Farid Chaïb, a indiqué que le quota fait partie de 450 autres logements implantés à «El Ain» et «Ellat» à Ain Lahdjar. Les 64 logements restants, en phase de l'aménagement externe, seront «bientôt» attribués. Un programme d'habitat public locatif de 2 000 unités est destiné à la daïra d'Ain Lahdjar. Parmi le nombre de logements, plus de 800 ont été réalisés, alors que le reste est en cours de construction, selon les services de la daïra.

R. R.

Présidentielle tunisienne

La compétition s'accroît entre les candidats

■ La campagne électorale pour la présidentielle anticipée en Tunisie, se poursuit dans son neuvième jour, sur fond d'intenses activités pour les candidats en lice.

Par Fella Y.

Les 26 candidats ont redoublé leurs meetings populaires à travers les gouvernorats et leurs interventions sur les médias, tentant chacun de son côté d'expliquer le mieux son programme et ses visions, afin de séduire les Tunisiens tant à l'intérieur qu'à l'étranger. La journée de mardi constitue l'avant-dernier jour de la campagne électorale pour ce qui est des Tunisiens établis à l'étranger, tandis que la fin de la campagne est prévue pour le 13 du mois en cours concernant les citoyens établis sur le territoire tunisien. Ainsi, le candidat d'Ennahdha, Abdelfattah Mourou, a plaidé dans son déplacement à Boumhel (Gouvernorat de Ben Arous), pour l'édification d'institutions «fortes et efficaces», insistant sur le fait que «cette tâche est loin d'être une sinécure et qu'elle est un travail de longue haleine». «Il est tributaire d'une volonté sincère œuvrant par conviction à changer la donne», a-t-il ajouté. Il s'agit également, selon lui, «de lutter contre la corruption et d'instituer une justice intègre qui ne doit pas être instrumentalisée en politique». «Ceux qui aspirent à prendre le pouvoir doivent s'atteler à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et accorder un intérêt plus accru aux préoccupations des jeunes. Car la mort des nations a eu lieu lorsque les jeunes sont désespérés», a-t-il prévenu. Pour sa part, le candidat du parti de l'Union populaire républicaine (UPR), Mohamed Lotfi Mraïhi, qui a opté pour la ville de Kasserine, a insisté lors de son meeting avec la population locale, «sur l'engagement à appliquer la loi à tous, riches ou pauvres, et avec la même fermeté», promettant d'ores et déjà de «juger ceux qui ont spolié l'argent et les richesses du pays». Sur le plan économique, le candidat Mraïhi, a plaidé en faveur de l'instauration d'un «modèle économique nouveau basé sur une politique protectionniste intelligente, en

appliquant un impôt social sur la valeur ajoutée pour résoudre les problèmes de l'emploi, des caisses sociales, de la monnaie tunisienne et de l'inflation». De son côté, Moncef Marzouki, candidat du parti Al-Irada, qui s'est rendu au sud de Gabès et à Médenine, a réitéré les priorités de son programme. «Ma priorité sera de lutter contre la corruption et les corrompus, restituer les fonds spoliés, stopper l'évasion fiscale et garantir la sécurité», a-t-il souligné dans son meeting, affirmant la nécessité de réunir les ressources requises pour améliorer les universités et les hôpitaux et protéger les enfants contre la soif.

4 500 observateurs suivent la campagne électorale

M. Marzouki qui a eu, pour rappel, à gérer la période de transition en Tunisie en 2011, a évoqué également lors de son meeting, l'avenir des relations avec la Libye et les pays de l'Union maghrébine, soutenant qu'il en fera une priorité. Pour leur part, les candidats: Abdelkrim Zbidi, Hammadi Jebali, Abir Moussi et Kais Saïed ont animé respectivement des meetings populaires dans plusieurs gouvernorats, revenant sur les principaux axes de leurs programmes électoraux. La campagne électorale a vu, par ailleurs, greffer d'autres éléments, à l'instar de l'entame de la Haute instance indépendante de la surveillance des élections (ISIE) pour la distribution du matériel électoral à travers les différents gouvernorats et à l'étranger. Dans ce sens, Nabil Baffoun, président de l'ISIE, a rappelé que l'instance compte 33 bureaux dont 27 en Tunisie et 6 à l'étranger. «Trente mille bureaux de vote répartis à travers 5 467 circonscriptions en Tunisie et 384 à l'étranger», dira-t-il, indiquant que près de 60 000 personnes entre membres et présidents des bureaux de vote seront mobilisés le jour du scrutin et veilleront à la réussite de



l'opération. Au sujet de l'observation de la campagne électorale, le président de l'ISIE a fait savoir qu'il y a plus de 4 500 observateurs dont des observateurs issus de l'UE qui sont mobilisés à cet effet. «Le nombre des observateurs sera

revu à la hausse le jour de scrutin, soit le 15 septembre», a fait observer M. Baffoun, notant que plusieurs demandes sont parvenues à l'ISIE de différentes instances internationales. Les Tunisiens qui suivent avec passion le déroulement de la cam-

pagne électorale manifestent, selon des médias locaux, un intérêt grandissant pour le scrutin du 15 septembre, estimant que «l'avenir de la Tunisie en dépend sérieusement», ajoutent les mêmes sources.

F. Y./APS

Démantèlement d'une cellule terroriste en lien avec l'agression d'un policier à Tozeur

LE MINISTÈRE tunisien de l'Intérieur a annoncé le démantèlement d'une «cellule terroriste» en lien avec l'agression au couteau, le 8 septembre courant, d'un agent de police à Tozeur (sud-ouest). Composée de quatre individus très actifs dans la région de Tozeur, cette cellule avait fait allégeance à l'organisation terroriste dite «Daech», précise le département dans un communiqué. Interpellés, les membres de cette cellule ont avoué avoir planifié des projets d'attentat contre des sites sensibles et des postes de police. Le ministère public près le pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme a décidé de placer ces individus en garde à vue en attendant l'issue de l'enquête. Plus tôt dans la journée, le parquet a annoncé l'ouverture d'une instruction judiciaire sur l'agression au couteau contre un agent de la police touristique, à Tozeur. D'après Sofien Selliti, porte-parole du Pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme, l'Unité nationale de recherche dans les crimes terroristes et les crimes organisés, relevant de la direction générale de la sûreté nationale à El-Gorjani, s'est saisie de cette enquête.

R. M.

Libye

Le maréchal Haftar choisit la solution militaire contre le gouvernement Sarraj

Alors que les combats continuent en Libye, les forces loyales au maréchal libyen Khalifa Haftar ont rejeté l'appel de l'ONU à reprendre des discussions, leur porte-parole estimant qu'une solution militaire était la plus à même de résoudre le conflit. En Libye, les perspectives de paix semblent s'éloigner. Le porte-parole du maréchal Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, a, en effet, déclaré que «la solution militaire est la meilleure solution pour restaurer la sécurité et rétablir la loi», estimant qu'il était trop tard pour reprendre le dialogue. «La

bataille (pour Tripoli) est dans sa phase finale», a affirmé le général Ahmed al-Mesmari, porte-parole de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) de M. Haftar, lors d'une conférence de presse tenue aux Emirats arabes unis. «La guerre de l'armée nationale libyenne est menée contre les terroristes, les milices et les hors-la-loi», a-t-il ajouté, selon le journal Gulf News. Il rejetait ainsi la position de Ghassan Salamé, émissaire de l'ONU pour la Libye, qui avait appelé mercredi 4 septembre le Conseil de sécurité à s'entendre entre eux pour mettre fin au conflit en Libye. Le

fait que le porte-parole du maréchal Haftar s'exprime dans les Emirats a provoqué la colère du gouvernement (GNA, Gouvernement libyen d'union nationale) de M. Sarraj, théoriquement reconnu par la communauté internationale qui a dénoncé la «position hostile» des Emirats.

Cinq mois d'affrontements meurtriers

Homme fort de l'Est libyen, Khalifa Haftar a lancé le 4 avril 2019 une offensive pour conquérir Tripoli, tenue par le GNA.

Après cinq mois d'affrontements meurtriers, ses forces, freinées par celles appuyant le GNA n'ont guère avancé, restant aux abords de la capitale.

Selon un dernier bilan publié par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, les combats aux abords de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5752 blessés. Ils ont également forcé 120 000 personnes à quitter leur foyer depuis avril.

Les derniers combats ont provoqué samedi 8 septembre la mort de trois membres des forces fidèles au GNA lors d'une opération menée pour repousser

les hommes du maréchal Khalifa Haftar, rapporte un témoin. Pour Ghassan Salamé, «deux scénarios très désagréables» pointent : d'une part, «la poursuite d'un conflit persistant et de faible intensité», d'autre part, «une intensification des soutiens militaires» à l'une ou l'autre partie qui «plongerait l'ensemble de la région dans le chaos».

En effet, si les Emirats, l'Arabie saoudite et l'Égypte soutiennent le camp de Haftar, le GNA est soutenu par le Qatar et la Turquie.

T. KH. /franceinfo Afrique



Israël

Accueil critique à la promesse de Netanyahu d'annexer un pan de la Cisjordanie

■ Trop peu, trop tard, rhétorique ou dangereuse : la classe politique et la presse israélienne ont réservé hier un accueil critique à la promesse du Premier ministre Benjamin Netanyahu d'annexer un vaste pan de la Cisjordanie occupée s'il est réélu la semaine prochaine.

Par Rosa C.

Les Israéliens se sont réveillés avec les images du Premier ministre forcé d'interrompre un meeting électoral à Ashdod, ville située entre Tel-Aviv et la bande de Gaza, après des tirs de roquettes du mouvement islamiste palestinien Hamas qui ont déclenché les sirènes d'alarme. Les roquettes ont été interceptées par le système antimissile «Iron Dome» et n'ont fait aucun dégât ou blessé, mais servaient en quelque sorte de réponse au plan de Benjamin Netanyahu d'annexer les colonies juives – mais pas les villes et villages arabes – dans la vallée du Jourdain en cas de réélection. Si le projet d'annexion est soutenu par des partis de droite proches

du Likoud de M. Netanyahu, voire par une grande partie de ses adversaires politiques, le timing de l'annonce, à une semaine d'élections, a été critiqué. «Pourquoi parler d'annexion à une semaine des élections alors que le gouvernement peut décider de l'appliquer quand il veut et aujourd'hui même ?», a soutenu Betzalel Smotrich, actuel ministre des Transports et un des ténors de la liste électorale Yamina, qui se situe encore plus à droite que le Likoud de M. Netanyahu. «M. Netanyahu souhaite annexer des voix, pas la vallée du Jourdain (...) Il a été Premier ministre pendant 13 ans, pourquoi ne l'a-t-il pas déjà fait ?», a réagi Yair Lapid, du parti centriste «Bleu-blanc», favorable à l'annexion de la vallée du

Jourdain et au coude-à-coude dans les sondages avec le Likoud de M. Netanyahu. Pour se démarquer de ses adversaires, le Premier ministre cherche à mobiliser le vote de la droite nationaliste et des quelque 400 000 colons qui vivent en Cisjordanie occupée, selon nombre d'analystes. Au cours des derniers mois, et d'ailleurs avant les élections d'avril – qui n'avaient pas réussi à déboucher sur un gouvernement d'union d'où le nouveau scrutin de septembre – M. Netanyahu avait déjà promis l'annexion de colonies en Cisjordanie. Mais c'est la première fois, ce mardi, qu'il présentait un plan concret d'annexion, d'ailleurs aussitôt fustigé par les Palestiniens et des dirigeants du monde musulman. La Jordanie, gardienne des lieux saints musulmans à Jérusalem-Est, a averti que cette décision «entraînerait toute la région dans la violence». La Turquie a pour sa part évoqué une promesse «raciste». Qualifiant cette promesse de «dangereuse escalade», l'Arabie saoudite, qui se rapproche actuellement d'Israël, a demandé une «réunion d'urgence» des ministres des Affaires étrangères des 57 membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).



R.F. > D.R.

L'annonce de M. Netanyahu a aussi reçu un accueil sévère dans la presse israélienne. «Les déclarations arrogantes à propos de l'annexion de territoires (...) et la décision de se fier complètement à un président américain sur lequel aucun leader responsable ne devrait se fier, rien de tout ça ne permettra de régler les vrais problèmes d'Israël», a commenté le «Yediot Aharonoth», premier titre de la presse israélienne. M. Netanyahu a dit vouloir procéder à l'annexion «immédiatement» après

son éventuelle réélection, afin de profiter du «plan de paix» de la Maison-Blanche pour le Moyen-Orient devant être présenté après les législatives israéliennes. Or, quelques minutes après l'annonce de M. Netanyahu, Donald Trump annonçait sur Twitter le limogeage de son conseiller à la sécurité nationale John Bolton, considéré comme un allié d'Israël et un partisan de la ligne dure, comme M. Netanyahu, face à l'Iran.



Commentaire

Procédure

Par Fouzia Mahmoudi

Même si l'élection présidentielle américaine se tiendra dans seulement une année, certains démocrates continuent à se focaliser sur l'espoir d'une destitution de Donald Trump avant la fin de son (premier) mandat. En effet, les Démocrates du Congrès américain ont franchi cette semaine un nouveau pas en vue de l'ouverture possible d'une procédure de destitution du président américain, une option qui divise toujours l'opposition. La puissante commission judiciaire de la Chambre des représentants, aux mains des Démocrates, devrait formaliser aujourd'hui l'ouverture d'une enquête destinée à déterminer s'il convient d'initier une procédure d'«impeachment» contre le président, a déclaré son président Jerry Nadler. La commission, qui mène déjà depuis plusieurs mois des investigations sur Donald Trump, inscrira pour la première fois noir sur blanc ces enquêtes dans le cadre légal prévu pour destituer un président. Ses membres devront se prononcer sur une résolution qui clarifie les «procédures» à suivre afin de «déterminer s'il convient de recommander un vote de destitution contre le président Donald Trump». Selon Jerry Nadler, l'enquête des parlementaires aura un large champ. Elle portera d'abord sur les pressions exercées par Donald Trump sur l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016, afin de déterminer s'il s'est rendu coupable d'entrave à la justice. La commission s'intéressera également au possible conflit d'intérêt lié aux recettes des hôtels et propriétés de Donald Trump depuis son entrée à la Maison-Blanche. Enfin, elle se penchera sur le versement d'argent pour acheter le silence d'anciennes maîtresses présumées de Donald Trump lors de la campagne de 2016 qui pourrait représenter une violation des lois sur le financement des campagnes électorales. Depuis des mois, les Démocrates s'interrogent sur l'opportunité de lancer une procédure de destitution, sachant que la majorité Républicaine au Sénat la condamne quasi certainement à l'échec. La cheffe des Démocrates, Nancy Pelosi, reste réticente à cette idée par crainte que les discussions au Congrès n'occultent les débats de fond de la campagne pour 2020. Le camp de ceux qui soutiennent le lancement de cette procédure ne cesse toutefois de croître et depuis cet été, la majorité des élus Démocrates à la chambre basse s'y sont ralliés. En parallèle, les parlementaires Démocrates ont ouvert lundi un nouveau front contre l'administration Trump en annonçant l'ouverture d'une enquête sur des soupçons de pression exercées sur l'Ukraine par la Maison-Blanche. Ils soupçonnent Donald Trump et son avocat personnel Rudy Giuliani d'avoir insisté pour que ce pays fournisse des éléments à charge contre le fils du favori à la primaire démocrate Joe Biden qui a longtemps eu des intérêts dans une compagnie gazière ukrainienne. Reste que jusqu'à aujourd'hui tous les efforts faits pour tenter de destituer Donald Trump ne font que renforcer sa popularité auprès de sa base électorale. Le moyen le plus efficace des Démocrates de voir le président milliardaire quitter la Maison-Blanche serait plutôt de se concentrer sur la campagne présidentielle pour s'assurer que le candidat qui affrontera Trump ne connaisse pas le même destin que celui de Hillary Clinton.

F. M.

Primaire

Le démocrate Biden très attendu pour le premier débat entre favoris

Très attendu après plusieurs gaffes et des doutes sur son état de forme, l'ancien vice-président américain Joe Biden partagera aujourd'hui pour la première fois le plateau d'un débat avec la sénatrice progressiste Elizabeth Warren, qui lui suit en tête des sondages pour la primaire démocrate. Le champ s'est nettement resserré pour ce troisième débat démocrate, avec seulement dix candidats sélectionnés – sur les 20 prétendants à la Maison-Blanche encore en lice – pour une émission marathon de trois heures aujourd'hui soir. Symbole des différents courants qui opposent les candidats rêvant de défier Donald Trump en novembre 2020, le modéré et grand favori des sondages Joe Biden sera placé au centre du plateau, mais flanqué des sénateurs Warren et Bernie Sanders, qui défendent des positions bien plus à gauche. Leurs échanges pourraient faire des étincelles. Pour cette première opportunité de confrontation, Elizabeth Warren pourrait en effet choisir de passer à l'offensive contre le centriste Biden, en nette pole position (29,8% selon la moyenne des sondages établie par RealClearPolitics). Et alors qu'ils avaient joué la bonne entente entre progressistes lors du précédent débat, la sénatrice et Bernie Sanders pourraient opter pour un

autre ton maintenant qu'elle l'a doublé. Après deux performances réussies lors des premiers débats, l'ancienne professeure de droit à Harvard Elizabeth Warren, 70 ans, a en effet grimpé à la deuxième place, avec 18% des intentions de vote, devant le sénateur indépendant Bernie Sanders (17,7%), doyen de la course à 78 ans. Si tous deux sont nettement marqués à gauche, le socialiste autoproclamé est en faveur d'une plus grande intervention de l'Etat, tandis qu'Elizabeth Warren, pourfendeuse des grands monopoles, s'est un jour définie comme une «capitaliste jusqu'à la moelle», mais en faveur d'une meilleure régulation. «Si Warren fait encore un bon débat et continue de progresser dans les sondages, une course à deux apparaîtra plus clairement entre elle et Biden», écrit le statisticien spécialiste des élections américaines, Nate Silver, sur le site FiveThirtyEight. «Mais la réalité sera probablement beaucoup plus compliquée». A cinq mois du premier scrutin des primaires démocrates prévu dans l'Iowa, le 3 février, tout peut encore changer. Beaucoup ont encore en tête les sondages qui donnaient à cette même époque le sénateur Barack Obama loin derrière Hillary Clinton en 2007. Joe Biden a multiplié ces derniers mois les dérapages per-

çus comme plus préoccupants que les «gaffes» qui ont longtemps fait le charme de celui qui a été sénateur pendant plus de 35 ans avant d'être vice-président (2009-2017). Les questions abondent sur l'état de forme physique et intellectuelle de l'ancien bras droit de Barack Obama, âgé de 76 ans, et certains se demandent s'il tiendra la route de cette éprouvante campagne. Mais le vétéran de la politique a jusqu'ici balayé ces doutes, fort du soutien d'électeurs qui apprécient encore son côté authentique et de la perception qu'il est le mieux à même de battre Donald Trump. «La grande priorité pour les électeurs démocrates. Pour la première fois aujourd'hui, les deux femmes du peloton de tête, Elizabeth Warren et la sénatrice noire Kamala Harris (7%), seront aussi sur le même plateau de débat. Complètent la liste des participants le jeune maire de South Bend, Pete Buttigieg (4,3%), l'homme d'affaires et seul non-professionnel de la politique sur scène Andrew Yang (2,7%), le sénateur Cory Booker (2,5%), l'ex-élu texan de la Chambre des représentants Beto O'Rourke (2,3%), la sénatrice Amy Klobuchar (1%) et l'ancien ministre d'Obama, Julian Castro (0,8%).

Décès du défenseur du patrimoine Belkacem Babaci

Le défunt inhumé hier à Alger

■ Les passionnés du patrimoine national en général et La Casbah en particulier sont affligés par le décès du chercheur, historien et grand défenseur du patrimoine, Belkacem Babaci. Le défunt a été inhumé hier au cimetière de Draria, en présence des membres de sa famille, ses amis et des gens de la culture.

Par Abla Selles

Un grand nombre de chercheurs et hommes de culture ont assisté hier à l'inhumation de l'historien, chercheur et défenseur du patrimoine, Belkacem Babaci. Cet homme connu par sa passion du patrimoine algérien a participé à différents événements qui œuvrent à promouvoir le patrimoine national.

Des journalistes, des personnalités historiques et culturelles ont exprimé leur tristesse en cette douloureuse occasion et

présenter leurs condoléances à la famille du défunt sur les réseaux sociaux. Le journaliste Mahrez Rabia a écrit sur facebook : «Un pan de l'histoire d'Alger s'en va. Belkacem Babaci n'est plus. Ce passionné d'histoire, véritable gardien du patrimoine du vieil Alger, s'est éteint aujourd'hui à l'âge de 80 ans. De Rais Hamidou à Baba Merzoug, le gardien du temple nommé Casbah aura consacré sa vie à la promotion, la diffusion et la sensibilisation à l'importance de l'histoire et du patrimoine».



Aziz Fares a écrit : «Triste nouvelle. Un amoureux d'Alger.

Un ami qui m'a beaucoup appris». «Suite à cette douloureuse

se nouvelle, je présente à ses proches et à ses amis mes sincères condoléances».

«Un homme de bonne volonté, volontaire et conscient de l'urgence de sauver ce qui reste d'une citadelle en ruine», a écrit Henri Bapceres.

Né en 1939 à Alger, le défunt a rejoint les rangs du Front de libération nationale (FLN) alors qu'il avait 20 ans, avant d'occuper, après l'indépendance, plusieurs postes dans des institutions étatiques.

Feu Belkacem Babaci a occupé, durant plusieurs années, le poste de président de la «Fondation Casbah», créée en 1991, dans le but de protéger et préserver cette ancienne médina classée en 1992 patrimoine de l'humanité de l'Unesco. Il était également connu pour ses émissions télévisées et radiophoniques sur La Casbah.

A. S.

Théâtre regional d'Oran

Lancement d'une formation aux techniques théâtrales

Une nouvelle session de formation aux techniques théâtrales a été lancée mardi à Oran, au profit d'un groupe de 15 jeunes amateurs, a-t-on appris du président de l'association culturelle locale «El-Amel».

La formation est destinée à la 25e promotion de stagiaires de l'école théâtrale de l'association,

a précisé à l'APS Mohamed Mihoubi, également responsable du programme pédagogique.

Le cursus théorique et pratique comprend notamment des notions sur l'histoire du théâtre universel et national ainsi que des ateliers sur l'interprétation, la narration et l'improvisation, a-t-il expliqué.

La formation est dispensée gratuitement au «Petit Théâtre», structure légère créée en 2015 au siège de l'association «El-Amel», comportant une scène de répétitions et une petite salle pour le public. Le Conservatoire municipal «Ahmed-Wahby» est également mis à la disposition de l'association, tant pour les

besoins de la formation que pour la présentation du spectacle de clôture de stage. En guise d'encouragement, les lauréats de la nouvelle promotion bénéficieront d'un rôle dans une prochaine pièce théâtrale prévue à l'occasion de la célébration de la fête du «1^{er}-Novembre», a indiqué Mihoubi.

L. B.

Cinéma aux Etats-Unis

Toujours moins de femmes derrière les caméras

La proportion de femmes réalisatrices est toujours en baisse aux Etats-Unis, a dénoncé mardi à Deauville l'actrice américaine Geena Davis qui a fondé un institut d'études sur la représentation des femmes à l'écran, qualifiant cette situation de «honte». «Les choses ne s'améliorent absolument pas pour les réalisatrices femmes. Les chiffres aux Etats-Unis sont en baisse», a déclaré devant la presse celle qui incarne Thelma dans «Thelma et Louise» (1991) de Ridley Scott.

Geena Davis présentait mardi hors compétition au Festival du cinéma américain de Deauville (France) un documentaire qu'elle a produit, intitulé «Tout peut changer et si les femmes compartaient à Hollywood».

Sur la base de données collectées par l'institut («Institut of gender in media») fondé en 2004 par l'actrice, et des témoignages de nombreuses personnalités comme Meryl Streep, Cate Blanchett ou encore Natalie Portman, le film montre à quel point le monde du cinéma améri-

cain reste engoncé dans ses réflexes discriminatoires dans la place qu'il donne aux femmes devant comme derrière la caméra.

«En Amérique, seuls environ 4% des films produits sont réalisés par des femmes», a précisé l'actrice interrogée par l'AFP, soulignant que dans les écoles de cinéma, la répartition des genres est pourtant de 50/50.

«C'est vraiment une honte. On le sait depuis des décennies. Combien de temps est-ce que cela va prendre ?», a-t-elle ajou-

té. Pour la comédienne, qui donna aussi la réplique à Dustin Hoffman dans «Tootsie», le seul «grand changement» depuis iMeToo «c'est qu'aujourd'hui on peut parler».

«Nous avons appris par le passé à ne jamais nous plaindre, même pour des questions de harcèlement sexuel. Il y a si peu de rôles féminins. Ils trouveraient toujours quelqu'un d'autre pour nous remplacer, ou quelqu'un de moins cher», a souligné l'actrice.

F. H.

Décès

Mort de Robert Frank, monument de la photographie américaine

Le photographe américain d'origine suisse Robert Frank, qui a influencé des générations de photographes avec son ouvrage «Les Américains» (1958), est mort au Canada lundi, à 94 ans, a confirmé mardi sa galerie new-yorkaise. Né le 9 novembre 1924 à Zurich, dans une famille d'industriels juifs allemands, Robert Frank se passionne très jeune pour la photo, travaillant dans des labos à Zurich et Bâle dès 1940. En 1947, il part vivre aux Etats-Unis, travaille comme photographe de mode et reporter pour des revues comme «Fortune», «Life» ou «Harper's Bazaar». Mais il déchant vite :

cet univers de frime et de fric n'est pas pour lui.

Il voyage, d'abord en Amérique latine, puis en Europe, notamment à Paris, qu'il adore. En 1953, il revient à New York. Refusant les commandes de revues, il obtient une bourse de la Fondation Guggenheim qui lui donne la liberté de mener son travail à sa guise. Ce sera l'aventure des «Américains».

En 1961, il présente sa première grande exposition à Chicago qui sera suivie par beaucoup d'autres.

Malgré tout, il décide de délaisser la photo pour le cinéma d'avant-garde : avec le succès,

dit-il, il craint de «se répéter».

Son premier film, «Pull My Daisy», sort en 1959, avec Delphine Seyrig. Il marquera, entre autres, le réalisateur John Cassavetes.

En 1972, il réalise un documentaire sur les Rolling Stones «Cocksucker Blues». Le légendaire groupe britannique a réagi à sa mort mardi en le qualifiant de «visionnaire».

La décennie 70 est celle des épreuves : séparé de sa femme, avec qui il a eu deux enfants, il s'installe avec celle qui deviendra sa seconde épouse dans un coin reculé de Nouvelle-Ecosse. Sa fille meurt en 1974 dans un

accident d'avion au Guatemala tandis que son fils va sombrer dans la maladie mentale (il se suicidera au début des années 90).

Cela ne l'empêche pas de développer ses expérimentations formelles autour de l'image, là encore «repoussant les frontières de l'art cinématographique», selon Peter MacGill.

Il réalisera au total une vingtaine de films (dont des courts-métrages ou des clips) inspirés par l'art, le rock, l'écriture, son fils ou le voyage, comme «This song for Jack» (1983), «Candy mountain» (1987) ou «Paper route» (2002).

R. I.

AGEND'ART

Opéra d'Alger Boualem-Bessah (Ouled Fayet, Alger)

Samedi 14 septembre à partir de 19h : Duo Beihdja Rahal & Lila Borsali. Prix du billet : 1 000 DA.

Théâtre de verdure Laadi-Flici (Alger-Centre)

Le 19 septembre 2019 : Concert de Kendji Girac à 20h30.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth)

Du 21 septembre au 20 octobre : Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h. Institut Français d'Alger Du 15 septembre au 28 novembre : Exposition des plus beaux paysages du Sud capturés par Oussama Hamdi.



Ligue 1 (4^e journée)

Le CSC, l'ESS et l'USMBA cherchent à ouvrir leurs compteurs

LE CHAMPIONNAT d'Algérie de Ligue 1 de football reprend ses droits après la fenêtre internationale du mois de septembre, avec le déroulement de la première partie de la 4^e journée prévue aujourd'hui, et dominée par le derby de l'Est entre le CS Constantine et le CA Bordj Bou Arréridj, tandis que la lanterne rouge l'USM Bel Abbès tentera de décrocher son premier succès de la saison à l'occasion de la réception du NA Hussein-dey. Le CS Constantine qui peine terriblement en ce début de saison, accueillera le CABBA avec la ferme détermination d'empêcher les trois points de la victoire pour lancer réellement sa saison. Une mission qui s'annonce ardue pour les hommes de Denis Lavagne face à un adversaire qui carbure fort avec deux victoires et un nul et partage la tête du classement avec 7 points. De son côté, l'ES Sétif se frottera au nouveau promu, le NC Magra, la bonne surprise de cette entame de saison. Confrontés à des problèmes internes depuis la fin de l'exercice précédent, les Sétifiens occupent une peu reluisante 11^e place avec 1 seul point en trois rencontres. Une maigre moisson pour les protégés de Kheireddine Madoui, incapables de remporter le moindre succès. La réception du NC Magra pourrait constituer l'occasion idéale pour les partenaires de Bouguelmouna de signer leur premier succès de la saison, surtout après l'élection d'un nou-

veau président à la tête du club cette semaine qui devrait ramener la sérénité à l'équipe. Mais le NC Magra ne se rendra pas à Sétif en victime expiatoire et tentera de confirmer son bon début de saison. La quatrième et dernière rencontre au programme de la 4^e journée, amputée de quatre matchs qui concernent les clubs engagés en compétitions africaines, verra la lanterne rouge l'USM Bel Abbès accueillir le NA Hussein-dey. Les deux équipes aborderont ce match avec l'objectif de remporter leur première victoire de la saison. L'USM Bel Abbès qui a sauvé in extremis sa peau de la relégation la saison dernière, est en mauvaise posture en ce début de saison avec un zéro pointé en trois matchs. La direction du club espère que l'arrivée du nouveau entraîneur Abdelkader Yaïch va provoquer le déclic escompté. Quant au NAHD qui a perdu une grande partie de ses joueurs cadres lors de l'intersaison et reste sur une amère défaite devant son rival de toujours le CR Belouizdad (1-2), compte bien profiter des difficultés de son adversaire du jour pour signer son premier succès.

R. S.

LE PROGRAMME :

Jeu 12 septembre :
USMBA-NAHD 17h45
CSC-CABBA 17h45
ESS-NCM 19h00

Championnats du monde 2019 d'athlétisme Makhloufi présent sur le 1500 m à Doha

LE DOUBLE médaillé d'argent aux Jeux olympiques de Rio 2016, l'Algérien Taoufik Makhloufi, a décidé de courir uniquement le 1500 m, sa distance de prédilection, aux championnats du monde d'athlétisme de Doha (Qatar) prévus du 27 septembre au 6 octobre prochain, a-t-il révélé. «Je vais courir uniquement le 1500 m aux championnats du monde 2019 de Doha. J'ai pris cette décision en concertation avec mon entraîneur français Philippe Dupont. La performance que j'ai réalisée sur 1500 m lors du meeting de Paris m'a encouragé à opter pour cette distance aux prochains mondiaux. En plus, physiquement je ne suis pas prêt à 100% pour m'aligner sur le 800 et le 1500 m», a déclaré Makhloufi. Au meeting de Paris, comptant pour la Ligue de diamant, disputé le 24 août dernier, le natif de Souk Ahras, avait réalisé une belle performance sur le 1500 m en parcourant la distance en 3:31.77, soit l'un des sept meilleurs chronos mondiaux de la saison. «Après trois ans d'absence à cause de blessures, j'étais agréablement surpris par ma performance à Paris. Grâce à ce chrono, je peux dire que j'ai réussi mon objectif pour cette année, qui est, pour moi, celle de la transition en vue des Jeux olympiques 2020 à Tokyo lesquels demeurent mon objectif principal», a estimé le médaillé d'or du 1500 m aux JO Londres 2012. Après une longue absence des pistes, Makhloufi avait effectué son retour à la compétition le 16 juillet dernier, à l'occasion du Meeting international de Sotteville-lès-Rouen (France), où il avait pris la deuxième place sur le 800 mètres, avec un chrono de 1:46.33. Il avait enchaîné le 20 juillet avec le Meeting international d'Heusden Zolder (Belgique) avec une deuxième place en 1:45.33, réalisant par la même occasion les minima de participation aux prochains Mondiaux. Interrogé sur ses chances aux rendez-vous de Doha, Makhloufi, qui devrait se rendre aujourd'hui en France pour peaufiner sa préparation, a répondu qu'il va gérer la compétition avec intelligence mais pas dans la peau du favori. «Je vais gérer la compétition course par course jusqu'à la finale inshallah. Sincèrement, je ne suis pas le grand favori pour la victoire finale. Je serais l'outsider. Il y a beaucoup de prétendants au sacre, notamment des Kenyans. Je ne suis pas très loin des meilleurs cette saison. Je vais faire le maximum pour défendre mon statut de champion et surtout faire honneur aux couleurs nationales», a-t-il affirmé.

CAN 2019 (U23) 3^e et dernier tour qualificatif retour /Algérie 0-Ghana 1

Les jeunots gâchent le rêve africain et olympique

■ La sélection nationale U 23 a gâché son rêve de participer à la CAN de cette catégorie prévue en Egypte (8-22 novembre), consécutivement à sa défaite surprenante à domicile au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, sur le score de (1/0), alors qu'elle avait réussi un nul probant au match aller à Accra, vendredi passé (1/1).



Les Verts ont échoué

Par Mahfoud M.

Les protégés du Français Batelli n'ont pas su gérer comme il se doit cette rencontre retour, sachant qu'ils ont manqué de lucidité devant le bois, ce qui leur a fait perdre de nombreuses occasions de scorer. De son côté, le onze ghanéen a réussi à bien museler l'attaque algérienne et à trouver la faille et inscrire ce but qui le propulse directement à la phase finale de la CAN, par l'entremise de Yaw Yeboah (69). Il est clair que ce fut un coup de masse pour les Verts qui ne s'attendaient nullement à ce coup du sort, eux qui voulaient tellement imité leurs aînés et faire

partie de la grande messe africaine et pourquoi une place sur le podium qui leur aurait permis de se qualifier aussi pour les JO prévus à Tokyo. C'est un autre rêve brisé pour cette génération pourtant douée et sur laquelle tous les espoirs reposaient pour reconstruire une relève et préparer un groupe qui serait prêt à intégrer peu à peu la sélection première. Certains pensent que la FAF a mal géré la structuration de cette sélection, soulignant que le sélectionneur ramené n'avait pas vraiment les atouts qu'il faut pour la prendre en main, alors que le premier responsable de la Fédération, Kheireddine Zetchi, estime, lui,

qu'il a fait ce qu'il faut étant donné que Batelli est connu pour son penchant pour la formation en France où il a réussi des résultats exceptionnels et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a tenu à lui faire appel. Le plus important maintenant est d'amortir le choc de cette élimination et se concentrer sur les prochaines échéances qui attendent les différentes sélections de jeunes. Tout n'est pas perdu, il faut se remettre au travail le plus vite, surtout avec la mise en place des structures de formation un peu partout dans le pays et qui devraient aider à relancer le football algérien.

M. M.

Mondiaux 2019 de boxe Belle entame de Houmri (81 kg)

LE BOXEUR algérien Mohamed Houmri (81 kg) a battu le Saoudien Hamadah Salman par arrêt de l'arbitre au 2^e round, mardi à Ekaterinbourg (Russie), où se déroulent les Mondiaux-2019 de boxe du 9 au 21 septembre. Mohamed Houmri est le deuxième pugiliste algérien à se qualifier aux 16^{es} de finale de

cette compétition qui a débuté lundi avec la victoire de Younes Nemouchi (75 kg) vainqueur (5-0) devant le Slovène Velko Aljaz. Sept boxeurs représentent l'Algérie dans ce rendez-vous pugilistique qui rassemble près de 450 athlètes de 87 pays. Mohamed Flissi (-52 kg) et Réda Benbaziz (-63 kg) monteront sur

le ring aujourd'hui, respectivement face au Congolais Illunga Kabange Doudou et à l'Ouzbek Adu Raimov Al Nur. Exempt du premier tour, Abdelhafid Benchabla (-91 kg) rencontrera au tour suivant, le 15 septembre, le vainqueur du combat entre l'Allemand Abduldjabbar Ammar et le Coréen Jiu Taeung.

Coupe d'Afrique «Juniors» de judo L'EN décroche la première place avec 23 médailles

LA SÉLECTION algérienne (Garçon/Filles) de judo a décroché la première place à la Coupe d'Afrique «Juniors», clôturée mardi soir dans la capitale tunisienne Tunis, avec un total de 23 médailles (7 or, 6 argent et 10 bronze). Les Verts ont devancé la Tunisie (4 or, 7 argent et 7 bronze), au moment où le Maroc a

complété le podium, avec 1 or et 4 bronze, dans une compétition ayant drainé la participation de 85 athlètes (49 garçons et 36 filles), représentant neuf nations. En effet, outre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, six autres nations étaient engagées dans cette compétition, à savoir : la Bulgarie, le Portugal, la République tchèque,

le Zimbabwe, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Avec 30 judokas engagés (19 garçons et 11 filles), l'Algérie était le deuxième pays le mieux représenté dans cette compétition, derrière la Tunisie (19 garçons et 16 filles), alors que le Maroc n'avait engagé que huit représentants (4 garçons et 4 filles).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la route

33 morts et plus de 1 500 blessés en une semaine

TRENTE-TROIS personnes sont décédées et 1 527 autres ont été blessées dans 1 185 accidents de la circulation durant la période du 1 au 7 septembre, à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan des services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tiaret avec 4 décès et 32 blessés dans 18 accidents de la route, a précisé la même source. Durant la période, les unités d'intervention de la Protection civile ont effectué 11 063 interventions

ayant permis la prise en charge de 1 302 blessés traités par les secours médicalisés sur les lieux des accidents et l'évacuation de 9 283 malades vers les structures sanitaires. Les secours de la Protection civile ont également effectué 2 444 interventions pour procéder à l'extinction de 1 959 incendies urbains, industriels et autres, alors que 5 066 interventions ont été menées pour l'exécution de 4 368 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

Tarek N.

MDN/ Mascara, Tébessa et Tamanrasset

Deux narcotrafiquants arrêtés et près de 20 kg de kif traité saisi

DEUX narcotrafiquants ont été arrêtés avant-hier à Mascara et Tébessa par les services de sécurité qui ont saisi respectivement 13,5 kg et 1,77 kg de kif traité, alors qu'une quantité de 4,32 kg de la même substance a été saisie à Tamanrasset, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, a arrêté, le 10 septembre 2019 à Mascara, un narcotrafiquant et saisi 13,5 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a saisi 4,32 kilogrammes de la même substance à Tamanrasset. De même, des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi une autre quantité

de kif traité s'élevant à 1,77 kilogramme détenue par un narcotrafiquant à bord d'un véhicule touristique à Tébessa», précise la même source. Par ailleurs, un détachement combiné de l'ANP «a appréhendé, à Adrar, un contrebandier à bord d'un camion chargé de 21,73 tonnes de denrées alimentaires et 1 500 litres de carburant», alors que d'autres détachements de l'ANP «ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Djanet, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam huit individus et saisi 2 détecteurs de métaux, 9 200 litres de carburant et 932 grammes de mercure, ainsi qu'un camion et un véhicule tout-terrain». D'autre part, un détachement de l'ANP «a arrêté 37 immigrants clandestins de différentes nationalités à Ghardaïa».

R. N.

Elle avait le rôle de Hassiba Ben Bouali dans «la Bataille d'Alger»

La comédienne Fouzia Menaceri s'est éteinte

LA COMÉDIENNE algérienne, Fouzia Menaceri est décédée avant-hier soir à Alger, à l'âge de 79 ans, ont indiqué hier ses proches. La défunte avait joué, à l'âge de 25 ans, le rôle de Hassiba Ben Bouali dans le célèbre film révolutionnaire «La Bataille d'Alger» (1966), réalisé par l'italien Gillo Pontecorvo. Fouzia Menaceri a fait également une apparition dans «L'histoire du film la Bataille d'Alger», un documentaire réalisé par Salim Aggar, à l'occasion du 50^e anniversaire de ce film culte. Il s'agit de plusieurs interviews réalisées avec les comédiens du film «La Bataille d'Alger». L'enterrement de la défunte a eu lieu hier après-midi, au cimetière d'El Alia, à Alger.

R. N.

Eprouvée par le gel bancaire d'Ali Haddad

L'USM Alger : «La justice rassurante pour un traitement rapide du dossier»

LA DIRECTION de l'USM Alger a annoncé hier que «la justice a été rassurante cette semaine» quant à un «traitement rapide» de son dossier, en espérant que cela permettra de «débloquer rapidement» ses comptes bancaires, qui avaient été gelés au début de l'été, après l'emprisonnement pour six mois du propriétaire du club, Ali Haddad, poursuivi pour faux et usage de faux. «La justice

a rassuré le club cette semaine qu'elle est en train de traiter sérieusement son dossier, et nous espérons que cette affaire connaisse un dénouement rapide, pour que l'USMA retrouve enfin sa sérénité», a indiqué la direction du club champion d'Algérie en titre dans un communiqué. Propriété de l'Entreprise de travaux publics ETRHB, dont le président-directeur général Ali

18e anniversaire des attentats terroristes du 11-Septembre



Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Grève et marche des travailleurs pour le changement politique

■ Des milliers de travailleuses et travailleurs issus de plusieurs secteurs d'activités, notamment de la santé, des communes, des administrations publiques, de l'université, des travaux publics, des assurances, du transport, de l'énergie, ont manifesté hier dans les rues de Béjaïa en réponse à l'appel à une marche et une grève générale lancées par le Snapap/CGATA de Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

La marche a été organisée par carrés et par secteurs et aussi par sections syndicales communales ou par fédérations. Plusieurs communes y ont pris part et on pouvait les reconnaître par leurs banderoles hissées en avant de leurs carrés. Sur les banderoles il est également mentionné les secteurs. Les manifestants qui avançaient doucement et scandaient des slogans hostiles aux tenants du pouvoir ont parcouru la distance séparant la maison de la culture à la placette Saïd-Mekbel où un rassemblement de protestation a également été observé sur les lieux. «Nous appelons à la marche et une grève générale pour dire non aux élections avec la issaba

(bande) et exigé le départ des symboles du régime, de leurs supplétifs». Les manifestants qui soutiennent le Hirak populaire dans sa quête de démocratie, de liberté et des droits, réclament à travers cette double action la libération des détenus d'opinion, le départ de toutes les figures du système, une transition démocratique, la justice, la réappropriation des espaces publics, le respect des libertés syndicales. Les milliers de travailleuses et travailleurs ayant pris part à l'action d'hier ont exprimé leur intention de ne pas se laisser faire et conduire vers des demies-solutions. Ils se sont montrés très hostiles à l'égard du panel du dialogue, de médiation et de son coordinateur, à l'égard des élec-

tions aussi et exigent «l'instauration d'un Etat civil, démocratique et populaire, un Etat de droit et de justice». «La hiwar la chiwar errahil obligatoire», «Ulac l'vot ulac», «Siyada echaabia ou souveraineté au peuple», autant de slogans et bien d'autres scandés à l'occasion. A la placette Saïd-Mekbel, des prises de parole ont eu lieu. Les animateurs de l'action ont capitalisé cette grande mobilisation du monde du travail pour le maintien de la dynamique populaire en faveur du changement politique et le départ du régime en place. Les manifestants ont réaffirmé leur volonté de poursuivre le combat jusqu'à l'instauration d'une véritable démocratie et la remise du pays sur les rails.

H. C.

Oran

Effondrements partiels de toits d'habitations, quatre blessés

DEUX effondrements partiels de toits d'habitations, survenus ces dernières 24 heures à Arzew et Oran, ont fait quatre blessés, ont annoncé hier les services de la Protection civile. A Arzew (Est d'Oran), l'effondrement du toit d'une habitation a fait quatre blessés dont trois transférés aux urgences médico-chirurgicales du CHU d'El Mohgene. Au centre-ville d'Oran, le toit d'un

logement, situé dans un bâtiment vétuste, s'est également effondré sans toutefois faire de victimes. Ses occupants ont été évacués après cet accident. Des enquêtes ont été ouvertes pour déterminer si les causes de ces effondrements sont dues à la vétusté des bâtis ou aux dernières intempéries enregistrées ces derniers jours, a indiqué la même source.

Malik H.

Médéa

Un adolescent noyé dans un plan d'eau à Cheniguel

LE CORPS inerte d'un adolescent, âgé de 14 ans, a été repêché avant-hier, dans un plan d'eau situé dans le village de «Ouled Mimoune», commune de Cheniguel, à 117 km au sud-est de Médéa, a fait savoir hier la Protection civile. La victime s'est noyée dans un plan d'eau d'une profondeur de cinq mètres, connu sous le nom d'«El-Hamam», fréquenté en période estivale par les habitants de cette commune steppe, limitrophe de la wilaya de M'sila, a indiqué la même source. Alertés par des citoyens, les secouristes dépêchés sur le lieu du drame n'ont pu que constater le décès par noyade de l'adolescent, dont le corps a été transféré vers la morgue de l'hôpital de Chellalet-El-Adhaoura, a ajouté la même source.

Rania D.